A Bujumbura, les moto-taxis défient les autorités au péril de leur vie

@rib News, 20/01/2011 â€“ Source AngopDÃ©fiant la mort Ã chaque instant, la majoritÃ© des 4.000 moto-taxis de la capitale burundaise continuent de travailler dans le centre de Bujumbura, malgrÃ© l'interdiction de circuler les concernant, dÃ©cidÃ©e fin dÃ©cembre par les autoritÃ©s."Je voulais passer le pont de la Ntahangwa. Un policier a levÃ© le fil qui lui sert de barriÃ¨re et qui m'a pris Ã la gorge. Je me suis retrouvÃ© par terre", raconte Alexis, un taxi-moto de 24 ans, exhibant la marque rosÃ©e et nette de la corde qui a failli le tuer.
Alexis qui venait du quartier populaire de Kamenge, dans le nord de la capitale, voulait forcer le barrage de police alors qu'il se dirigeait vers le centre-ville, interdit aux taxis-motos et aux vÃ©los-taxis depuis le 24 dÃ©cembre."Si je ne travaille pas, mon fils de trois ans et ma femme vont mourir de faim, et si je travaille, je risque de mourir Ã tout moment comme cela est dÃ©jÃ arrivÃ© Ã d'autres motards", analyse froidement Alexis. "Ce que fait la police est une violation de nos droits, Ã nous les petites gens", affirme un autre taxi-moto qui refuse de donner son nom.Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba, rÃ©torque que cette mesure a permis de diminuer de 80% le nombre d'accidents dans le centre de Bujumbura et d'y rÃ©duire la criminalitÃ©.Ne sachant ni lire ni Ã©crire, la majoritÃ© des conducteurs de taxis-motos ont Ã©tÃ© poussÃ©s vers la capitale par l'exode rural. Ils circulent souvent avec des permis de conduire frauduleux et sont Ã l'origine de nombreux accidents de la circulation.Lors de l'adoption de la mesure d'interdiction, le gouvernement avait Ã©galement avancÃ© des raisons de sÃ©curitÃ©, Ã©voquant la menace d'attentats par des islamistes somaliens. Ces derniers ont Ã plusieurs reprises promis des reprÃ©sailles contre le Burundi pour sa participation Ã la force de l'Union africaine en Somalie.